REVUE DE PRESSE du 10 octobre 2013

CAMARENA-WILLIAMS SUSPENDUE 6 MOIS

L'Equipe.fr-4 oct. 2013

La lanceuse de poids Jillian Camarena-Williams a été suspendue six mois pour dopage, a annoncé vendredi l'Agence américaine antidopage (USADA). Médaillée de bronze de la spécialité aux Mondiaux 2011, Camarena-Williams, 31 ans, a été contrôlée positive hors compétition le 1er juillet à la clomiphène, une "substance spécifique" (au sens du Code mondial antidopage). Elle a expliqué l'avoir ingérée par inadvertance en prenant un médicament sur ordonnance. Un contrôle à une substance spécifique permet de justifier une suspension inférieure à deux ans.

«En juin, comme j'étais blessée et incapable de prendre part à des compétitions, mon mari et moi avons décidé de fonder une famille et j'ai commencé à prendre un médicament pour améliorer la fertilité sous le contrôle d'un médecin, a expliqué Camarena-Williams dans un communiqué. Depuis la notification de mon contrôle positif, j'ai coopéré pleinement avec l'USADA et l'IAAF et j'ai obtenu la délivrance d'une autorisation à usage thérapeutique (AUT) pour ce produit.»

ALAD: UN CONTROLE DE DOPAGE POSITIF LORS DES CHAMPIONNATS D'EUROPE DE POWERLIFTING

Le Quotidien.lu-8 oct. 2013

Un athlète tchéque a été contrôlé positif lors des championnats d'Europe de Powerlifting catégorie masters qui se sont tenus le 12 juillet dernier à Luxembourg-Hamm.

L'International Powerlifting Federation (IPF) a fait procéder à onze contrôles antidopage lors des championnats d'Europe de Powerlifting catégorie masters qui se sont déroulés à Luxembourg-Hamm le 12 juillet dernier.

Ces contrôles ont été exécutés par l'Agence luxembourgeoise antidopage (ALAD) à la demande de la Fédération luxembourgeoise d'haltérophilie, de lutte et de powerlifting (FLHLP).

Dix analyses ont été négative. En revanche, celle de l'athlète tchèque Richard Kobr (classé 7e de la catégorie des – de 105 kg) a donné lieu à un résultat anormal indiquant la présence de stanozolol et méthandienone. Il s'agit ici de stéroïdes anabolisants, figurant sur la liste des substances et méthodes interdites de l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Le 3 septembre dernier, l'instance juridique compétente de la fédération internationale a en conséquence suspendu l'athlète Kobr pour une période de deux ans. Elle a également annulé tous ses résultats obtenus depuis le 12 juillet.

Cette décision n'a pas fait l'objet d'un appel auprès du Tribunal arbitral du sport (TAS).

CINQ SPORTIFS AMATEURS SUSPENDUS POUR DOPAGE

La Côte-7 oct. 2013

Le comité disciplinaire de Swiss Olympic a prononcé cinq suspensions concernant des sportifs amateurs. Chacun d'eux pratique une activité différente.

Cinq sportifs amateurs suisses ont écopé de suspensions allant de douze mois à huit ans pour violations du règlement antidopage. Le cas le plus lourd concerne un cycliste vétéran récidiviste, suspendu huit ans (plus 500 francs d'amende) par la Chambre disciplinaire de Swiss Olympic après un contrôle positif à la testostérone.

Un adepte du football américain est suspendu deux ans pour usage de cocaïne. Même verdict pour un joueur de hockey inline, surpris après avoir commandé des substances prohibées par Internet (clenbutérol notamment),

Une pratiquante du ju-jitsu à écopé de 18 mois pour consommation de sibutramine. Enfin, un sportif en fauteuil roulant est suspendu durant un an pour manquements répétés à son devoir d'annonce.

VALERIE FOURNEYRON " ASPIRE " A ORGANISER UN JOUR LES JEUX OLYMPIQUES EN FRANCE

France Info- 10 Octobre 2013

La ministre des Sports, Valérie Fourneyron, a répondu à la presse sur différents sujets, mercredi : budget, dopage, paris truqués, équipe de France de football, Jeux Olympiques. Une chose est sûre, la France espère obtenir l'organisation des JO dans les années à venir.

Valérie Fourneyron, le budget du ministère des Sports est-il en baisse ?

Non, il est en augmentation de 14% aujourd'hui avec une forte augmentation sur le secteur Jeunesse et Vie associative. C'est la

REVUE DE PRESSE du 10 octobre 2013

priorité du gouvernement : faire en sorte que les jeunes soient accompagnés vers la construction d'un parcours d'autonomie et un emploi. Donc 100 millions d'euros supplémentaires sur le budget Jeunesse. Pour les Sports, il y a une stabilité des moyens qui cachent aussi de grosses réformes et surtout des moyens qui permettent d'être plus consacrés à l'ensemble des priorités que j'ai définies : l'accès au sport pour tous, le rayonnement de la France et l'accompagnement individualisé des sportifs de haut niveau ; puis un certain nombre de sujets d'éthique : lutte contre le dopage, paris truqués... Enfin, accompagner les territoires sur les équipements sportifs. Il y a aussi la résolution de ce dossier du Stade de France. C'est une économie pour le budget de 16 millions d'euros cette année et de 64 millions d'ici 2017. Depuis le début de cette concession du Stade de France, le ministère des Sports était appelé à compenser le fait qu'il n'y ait pas de club résident. Depuis un an et demi, je me suis attachée avec détermination à résoudre ce sujet et enfin, nous avons pu signer cet avenant qui fait qu'aujourd'hui, le Stade de France est sécurisé sur le plan juridique jusqu'en 2025 mais qu'il représente aussi une économie de 16 millions d'euros pour les contribuables.

Vous parliez d'éthique, des paris truqués... Quelles mesures concrètes vont être prises pour lutter contre cela ?
On ne pourra pas lutter contre les paris illicites sur un plan national. C'est pour cela que nous sommes leaders d'une convention, en ce moment, travaillée au Conseil de l'Europe, qui serait juridiquement contraignante pour l'ensemble des pays européens. Il y a un premier niveau international indispensable. Cela a été le cas sur la lutte contre le dopage. Tant qu'on n'a pas eu de structure mondiale comme l'Agence Mondiale Antidopage (AMA), on n'a pas pu avancer collectivement sur cette lutte pour l'éthique du sport.

Le budget alloué pour la lutte contre le dopage est constant. Etait-ce aussi une de vos priorités ?

Oui, bien sûr. Il y a le budget et puis le travail fait au sein de l'Agence Française de Lutte contre le Dopage (AFLD) mais aussi, au sein de l'AMA. Je représente l'Europe à l'AMA et nous allons voter en novembre prochain à Johannesburg, un nouveau code mondial antidopage. Et il faudra ensuite que l'ensemble des pays le traduisent dans leurs lois. Ce code donne plus de pouvoir et d'indépendance aux agences de contrôle et aux laboratoires, avec moins de conflits comme on a pu voir parfois entre un organisateur qui est lui-même le décideur des contrôles. On a d'abord une organisation à repenser et c'est le premier élément sur lequel nous travaillons en France mais aussi à l'international. " Envie que l'équipe de Didier Deschamps retrouve vite un très haut niveau "

L'équipe de France de football devra certainement jouer un barrage pour se qualifier pour la Coupe du Monde. A quel point est-ce important que les Bleus aillent au Brésil ?

C'est très important. On a envie que l'équipe de Didier Deschamps retrouve vite un très haut niveau et qu'elle puisse nous faire rêver au Brésil. On rêve toujours de football.

Il y aura bientôt les Jeux Olympiques d'hiver 2014 à Sotchi. Quel sera le montant des primes pour chaque médaille? Les primes seront au rendez-vous. Et elles seront les mêmes pour les médaillés des Jeux Olympiques que pour ceux des Jeux Paralympiques, c'est essentiel.

Les sportifs français qui résident à l'étranger seront-ils taxés ?

C'est important, en termes d'équité fiscale, que chacun soit appelé à contribuer au même niveau. Quand on a, parce qu'on a fait une performance exceptionnelle pour la nation, une prime donnée par les contribuables, il est important qu'on puisse leur rendre. J'ai donc souhaité que l'ensemble des primes pour les athlètes non-domiciliés en France soient taxées à 15%.

La France va-t-elle porter une candidature aux Jeux Olympiques prochainement?

C'est trop tôt pour le dire. On aspire à de nouveau organiser les Jeux Olympiques en France. Mais on a appris de nos défaites et la première des choses indispensables, c'est une organisation qui parte du mouvement sportif. C'est ce que j'ai souhaité faire en novembre dernier en confiant le Comité français du sport international à Bernard Lapasset. Partir du mouvement sportif et ensuite parler d'une seule voix. On est parfois parti en disant " je veux " avant de voir comment on construit un projet collectif. Les Jeux Olympiques, ce n'est pas simplement accueillir une compétition, construire des équipements... C'est un projet pour la nation, pour le sport français. Nous voulons travailler avec le mouvement sportif, la Ville de Paris, la région Île-de-France pour construire une candidature crédible, faisable, qui soit portée par les Français. Quand nous serons prêts, nous serons au rendez-vous.